

Connaissance des Énergies

AFP parue le 26 janv. 2019 à 10h07

Après celle du nucléaire programmée en 2022, l'Allemagne s'achemine vers une sortie du charbon en 2038 au plus tard pour sa production d'électricité, une mesure qui coûtera plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Une commission composée d'experts, associations écologistes et représentants des employeurs et salariés du secteur est parvenue samedi matin à Berlin après des mois d'âpres négociations à un accord en ce sens.

Sauf surprise, le gouvernement, qui avait lui-même mis sur pied cette commission, devrait suivre ces recommandations.

Venant d'un pays qui jusqu'ici freinait sur le sujet, il s'agit d'un signal fort en Europe où les différents Etats avancent en ordre dispersé sur l'avenir de cette source d'énergie très polluante. Et ce même si certaines ONG environnementales jugent l'objectif de 2038 insuffisant pour atteindre les objectifs de réduction de CO2.

Ce retrait du charbon se fera de manière progressive. la dernière centrale devrait fermer au plus tard en 2038, la commission n'excluant pas d'avancer cette date à 2035 si les conditions le permettent.

- Jusqu'à 80 milliards d'euros -

Cette transition aura un coût: les pouvoirs publics allemands pourraient voir à payer au total jusqu'à 80 milliards d'euros sur 20 ans, s'ils suivent les recommandations.

Les régions touchées dans l'ouest et l'est du pays doivent recevoir 40 milliards d'euros d'aides structurelles au cours des 20 prochaines années.

Car cette décision aura un impact social élevé: des dizaines de milliers d'emplois sont directement ou indirectement liés à la production de lignite et de charbon dans le pays.

Parallèlement, l'Etat est invité à déboursier au moins deux milliards d'euros par an pour empêcher un envol des prix de l'électricité.

"C'est le signe d'un nouveau départ: nous prenons enfin au sérieux notre retrait de l'énergie du charbon", s'est félicité le représentant de l'association écologiste BUND, Hubert Weiger.

Cet accord constitue "une bonne base", a indiqué à l'AFP Katherina Reiche, représentante d'un regroupement d'entreprises communales.

L'Allemagne veut sortir du charbon pour être en mesure de respecter ses engagements climatiques de réduction d'émissions polluantes, ce qu'actuellement elle n'est pas en mesure de faire.

Le pays s'était engagé à réduire de 40% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 par rapport à 1990 mais cet objectif a été reporté à 2030.

La population allemande est également à 59% en faveur d'une sortie rapide du charbon, selon un sondage paru vendredi.

- Objectif énergies renouvelables -

Mais la chancelière Angela Merkel a prévenu cette semaine que la transition devait être gérable. "On ne peut pas sortir du jour au lendemain si l'on veut avoir une énergie à un prix abordable et maintenir de l'industrie et des emplois", a-t-elle assuré.

En se préparant à fixer une date de sortie, l'Allemagne envoie néanmoins un signal fort car elle fait partie des pays qui jusqu'ici freinaient en Europe en raison du poids de cette source d'énergie.

Actuellement le charbon représente encore plus d'un tiers de sa production d'électricité, contre seulement 3% en France ou 1,2% pour la Suède par exemple.

La plupart des pays européens se sont fixés des dates de fermeture des centrales au charbon, tels que la France en 2022, et même la Grande-Bretagne et l'Italie en 2025, bien que cette source d'énergie représente encore respectivement 23% et 17% de la production d'électricité de ces deux pays.

Cette proportion est nettement plus élevée dans les pays d'Europe de l'Est, notamment en Pologne qui tire 80% de son électricité du charbon et ouvre de nouvelles mines.

Politiquement et symboliquement, la décision de sortir complètement du charbon est compliquée en Allemagne car cette ressource est à l'origine du développement industriel du pays au XIXème siècle dans le bassin industriel de la Ruhr.

Dans cette région, la dernière mine vient tout juste d'être fermée en décembre.

La sortie progressive du charbon devrait permettre à l'Allemagne d'être plus audible sur ses efforts en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Le pays va désormais pouvoir se focaliser pleinement sur le développement des énergies renouvelables. L'éolien représentait en 2017 déjà 16% du mix énergétique national.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés – © Agence France-Presse [1]

Links

[1] <https://www.connaissancedesenergies.org/mentions-legales#mentionsAFP>